



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

---

Conseil de sécurité

Briefing

**La Situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne.**

**Risque de famine et attaques contre acteurs humanitaires**

New York, le 5 avril 2024

Déclaration lue par Adrian Hauri  
Chargé d'affaires a.i. de la Suisse auprès des Nations Unies

---

Madame la Présidente,

Je vous remercie d'avoir convoqué cette réunion d'urgence, et les intervenants pour leurs exposés.

Il y a un mois, ce Conseil s'est réuni à la demande du Guyana et de la Suisse en tant que points focaux informels sur la thématique de faim et conflits armés, alertant de l'insécurité alimentaire dans la bande de Gaza. Nous avons entendu les Nations unies insister sur le fait que, sans un cessez-le-feu immédiat, la famine à Gaza était presque inévitable.

Malgré l'adoption de la résolution 2728, qui exige un cessez-le-feu immédiat, les combats se poursuivent et l'insécurité alimentaire s'est aggravée. Le manque d'accès à la nourriture, l'insuffisance de l'approvisionnement en eau, de l'agriculture et de la production alimentaire est catastrophique pour la population de la bande de Gaza.

La Suisse exprime son plus grand respect pour tous les humanitaires qui risquent leurs vies en portant secours. Nos pensées vont aujourd'hui aux organisations et familles des quelque deux cents travailleurs et travailleuses humanitaires qui ont été tués à Gaza depuis le 7 octobre. Les attaques contre les humanitaires constituent une violation du droit international humanitaire et doivent cesser immédiatement. À cette fin des mesures concrètes de déconfliction doivent être mises en place.

La bande de Gaza est rapidement devenue l'endroit le plus dangereux pour les humanitaires. L'insécurité généralisée et les restrictions de mouvement forcent les organisations humanitaires à suspendre leurs opérations, et ce au moment où les besoins humanitaires sont les plus importants. Par conséquent, l'ensemble du système d'aide risque de s'effondrer et le maintien du corridor d'aide

maritime en provenance de Chypre est notamment en péril. L'UNRWA ainsi que d'autres organisations humanitaires doivent avoir un accès sans entrave à la population dans le besoin.

Chaque jour compte : la classification intégrée des phases de la sécurité alimentaire (IPC) a mis en garde contre un risque de famine d'ici à la fin du mois de mai 2024. Selon l'UNICEF, Gaza connaît le pire niveau de malnutrition infantile au monde. La malnutrition en début de vie peut entraîner un retard de croissance, des troubles du développement cognitif et une plus grande vulnérabilité aux infections et aux maladies. Ces impacts sont irréversibles et affecteront ces enfants toute leur vie.

Madame la Présidente,

Le 28 mars 2024, la Cour internationale de justice a demandé à Israël de travailler en étroite collaboration avec l'ONU afin d'assurer, sans restriction et à grande échelle, la fourniture par toutes les parties intéressées des services de base et de l'aide humanitaire requis de toute urgence. La Suisse rappelle que les mesures conservatoires décidées par la Cour internationale de Justice les 26 janvier et 28 mars 2024 sont contraignantes pour les parties. Elle attend donc d'Israël qu'il s'y conforme. Aussi, nous appelons une fois de plus les parties au strict respect du droit international, notamment du droit international humanitaire et des droits de l'homme.

La Suisse reste très préoccupée par l'impact des hostilités sur la population civile. Une opération de large envergure à Rafah ne doit pas avoir lieu étant donné les conséquences humanitaires catastrophiques qu'elle aurait.

En outre, les résolutions 2712, 2720 et 2728 de ce Conseil doivent être mises en œuvre instamment. Tous les otages encore détenus à Gaza doivent être libérés immédiatement et sans conditions. Un cessez-le-feu immédiat menant à un cessez-le-feu durable, est essentiel pour protéger des vies et prévenir la famine. En l'absence des garanties de sécurité fiables, les humanitaires ne peuvent s'acquitter de leur mandat à sauver des vies et à venir en aide aux populations dans le besoin. Nous devons revenir à l'humanité. Un cessez-de-feu immédiat est le seul moyen de ne pas perdre plus de vies civiles.

Je vous remercie.

Madam President,

Thank you for convening this emergency meeting, and we thank the speakers for their presentations.

A month ago, this Council met at the request of Guyana and Switzerland as informal focal points on the issue of conflict and hunger, warning of the food insecurity in the Gaza Strip. We had heard the United Nations insisting that, without an immediate ceasefire, famine in Gaza was almost inevitable.

Despite the adoption of Resolution 2728, which calls for an immediate ceasefire, the fighting continues and food insecurity has further worsened. The lack of access to food and the inadequacy of the water supply, agriculture and food production are catastrophic for the population of the Gaza Strip.

Switzerland has the utmost respect for all the humanitarian aid workers who are risking their lives to bring relief. Our thoughts today are with the organisations and families of the over two hundred humanitarian workers who have been killed in Gaza since 7 October. Attacks on humanitarian workers are a violation of international humanitarian law and must stop immediately. To this end, concrete deconfliction measures must be put in place.

The Gaza Strip has rapidly become the most dangerous place for humanitarian workers. Widespread insecurity and restrictions on movement are forcing humanitarian organisations to suspend their operations at a time when humanitarian needs are greatest. As a result, the entire aid system is in danger of collapsing, and the continuation of the maritime aid corridor from Cyprus is in particular jeopardy. UNRWA and other humanitarian organisations must have unhindered access to the population in need.

Every day counts: the Integrated Food Security Phase Classification (IPC) has warned of a risk of famine between now and the end of May 2024. According to UNICEF, Gaza is experiencing the worst level of child malnutrition in the world. Malnutrition in early in life can lead to stunted growth, impaired cognitive development and increased vulnerability to infection and disease. These impacts are irreversible and will affect these children for the rest of their lives.

Madam President,

On 28 March 2024, the International Court of Justice asked Israel to work closely with the UN to ensure the unrestricted and large-scale provision by all interested parties of urgently needed basic services and humanitarian aid. Switzerland recalls that the provisional measures decided by the International Court of Justice on 26 January and 28 March 2024 are binding for the parties. Switzerland therefore expects Israel to comply. Further, we once again call on the parties to comply strictly with international law, in particular international humanitarian law and human rights law.

Switzerland remains very concerned about the impact of the hostilities on the civilian population. A largescale operation in Rafah must not take place, given the catastrophic humanitarian consequences it would have.

In addition, Council Resolutions 2712, 2720 and 2728 must be implemented as a matter of urgency. All hostages still held in Gaza must be released immediately and unconditionally. An immediate ceasefire leading to a lasting and sustainable ceasefire is essential to protect lives and prevent starvation. Without reliable security guarantees, humanitarians cannot fulfil their mandate to save lives and help people in

need. We must return to humanity. An immediate ceasefire is the only way to ensure that no more civilian lives are lost.

Thank you